



Le constat de l'intersyndicale est sans appel : le ministre de l'Éducation Nationale poursuit la politique destructrice pour le Service Public d'Éducation de son prédécesseur au lieu de proposer un service public d'éducation ambitieuse et émancipatrice.

En Haute-Vienne, depuis le début l'année scolaire, ce sont plus de 1 000 journées de classes qui n'ont pas été assurées faute de remplaçants en nombre suffisants, ce sont des dizaines d'élèves non francophones qui n'ont pu être accompagnés, ce sont des centaines d'élèves en difficulté qui n'ont pas accès au RASED, ce sont des centaines d'élèves qui n'ont pas l'accompagnement par un AESH à la hauteur des prescriptions de la MDPH... C'est dans ce contexte d'un Service Public d'Éducation Nationale qui « fonctionne » structurellement en mode dégradé que 11 emplois seront supprimés à la rentrée prochaine dans le premier degré, ce qui va mettre le fonctionnement des écoles de notre département dans des difficultés évidentes de fonctionnement.

On ne peut que constater qu'il s'agit là d'une carte scolaire de renoncement, totalement déconnectée des besoins du terrain, qui tourne le dos aux enjeux de réduction des inégalités scolaires et va dégrader les conditions de scolarisation des élèves et les conditions de travail des personnels.

Nous avons entendu les arguments statistiques avancés pour justifier des suppressions d'emplois dans l'académie et notre département (baisse démographique, maintien des moyens les années précédentes.....) : ils correspondent à une logique comptable, déconnectée du diagnostic local et bien éloignée de l'objectif d'assurer la réussite de tous les élèves. Par ailleurs, et même si les autorités académiques refusent d'assurer la transparence sur l'utilisation des moyens alloués à l'école dans l'Académie et dans le département, nous mesurons que la réalité budgétaire est très éloignée de l'affichage de carte scolaire : de 2019 à 2022, quand le rectorat annonçait créer 27 emplois la

consommation constatée est, elle, de 27 emplois de moins sur 4 ans. Cette différence de 54 emplois fait cruellement défaut au quotidien.

Cette dotation négative pour notre département ignore les moyens manquants et pourtant indispensables, caractérisés par ailleurs par un recours massif aux contractuels totalement inédit dans le premier degré. Pire encore les moyens contractuels attribués sont de 31 et l'Inspection Académique 87 parvient péniblement à recruter 21 contractuel.les : c'est donc 10 besoins d'enseignement non pourvus et donc 10 classes qui n'ont pas d'enseignant ou de remplacement assuré ! Les collègues contractuel.les ont non seulement des emplois précaires mais on ne leur donne aucune garantie de pérennisation puisqu'on n'ouvre pas les postes au concours réservé. Ajoutés à cela dans notre département, nous déplorons en moyenne chaque jour 15 à 20 classes non remplacées, sachant que le manque est monté jusqu'à une centaine de classes sans remplacement par jour sur la période d'octobre à décembre. On mesure l'ampleur des difficultés actuelles qui s'aggraveront inéluctablement avec les 11 suppressions à venir pour la rentrée 2023. La rectrice lors du Comité Social d'Administration Académique a reconnu elle-même qu'il faudrait 47 postes supplémentaires pour notre département, rien que pour ramener le taux d'encadrement des élèves à celui de la moyenne nationale.

Cela fait plus de 10 ans que les syndicats hauts-viennois demandent un plan de rattrapage d'ampleur pour assurer un service d'éducation à la hauteur. Dans ces conditions, nous ne voyons pas comment le ministère compte s'y prendre pour atteindre cet objectif tout en mettant en place les priorités nationales qu'il affiche :

- Le dispositif 100 % réussite pour les classes de GS, CP et CE1 des écoles des zones prioritaires ;
- La poursuite de la mise en place du plafonnement à 24 des classes de GS, CP et CE1 ;
- L'accompagnement de l'école inclusive ;
- La prise en compte de la ruralité.

Par ces mesures drastiques, nous dénonçons également une mise en concurrence des écoles en milieu rural avec les écoles situées en éducation prioritaire.

Les dernières annonces de besoins en dictées et à grands renforts de « fondamentaux » ne permettront pas à nos élèves de réussir. Cela ne fera qu'accroître toujours plus les inégalités scolaires et sociales.

C'est au contraire en faisant baisser les effectifs par classe, en ré-abondant les RASED, en assurant tous les remplacements, entre autres, que les conditions d'enseignement et de

réussite de tous les élèves s'amélioreront. Les projets de primarisations et de fusions d'écoles sont inédits en nombres et dessinent une nouvelle organisation de l'école. Celle-ci ne correspond ni aux besoins du terrain ni aux fondements de l'école de la République que les membres de l'intersyndicale 1<sup>er</sup> degré de Haute-Vienne défendent.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, ces retraits d'emplois vont créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École. Un état critique a été atteint. Une réponse d'urgence est attendue : le moratoire sur les suppressions d'emplois pour la rentrée 2023.